

## ACTUALITÉS

PROJET DE LOI 10

# Les réformes minent la santé mentale du personnel de la santé, dit un sondage

FRANÇOIS DESJARDINS

La réorganisation du système pilotée par le ministre Gaëtan Barrette laisse des traces sur la santé mentale d'une bonne partie du personnel du réseau de la santé, affirme, sondage en main, un syndicat de 32 000 professionnels et techniciens.

Deux ans après l'adoption du projet de loi 10, et face à l'actuel projet Optilab visant à centraliser des laboratoires, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) affirme que 59% des répondants vivent un niveau de détresse « élevé » ou « très élevé ».

Le sondage, effectué de la fin octobre à la fin novembre, a recolté l'opinion de 6980 membres de l'APTS et a été mené avec l'appui de chercheurs du groupe de Recherches sur les interrelations personnelles, organisationnelles et sociales du travail, dont plusieurs sont affiliés à l'Université Laval. Le syndicat compte notamment des ergothérapeutes, des psychologues, des travailleurs sociaux, des techniciens en diététique, des techniciens en radiologie, des orthophonistes et des physiothérapeutes.

« Il y a un ensemble de réorganisations, mais une réorganisation qui a un impact, c'est celle du projet de loi 10 », a dit en conférence de presse la présidente de l'APTS, Carolle Dubé. « Tout le pouvoir est concentré dans les mains du ministre. Il fait ça au détriment de l'autonomie des établissements, de l'autonomie du per-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'APTS a dévoilé les résultats du sondage sur la santé mentale de ses membres dimanche. Au centre, la présidente du syndicat, Carolle Dubé.

sonnel, il fait ça sans consultation. Ça crée énormément de dégâts sur le terrain.»

M<sup>me</sup> Dubé espère pouvoir rencontrer le ministre et souhaite qu'il ait « les mêmes préoccupations par rapport à la santé des gens ».

## Réaction du cabinet

L'APTS a indiqué qu'une partie du Plan d'action en santé mentale 2015-2020 stipule que les établissements doivent mettre en œuvre des conditions et des pratiques qui « favorisent la santé mentale » de leur personnel.

Or, dans une déclaration écrite, l'attachée de presse du

ministre, Julie White, a assuré que Québec accorde de l'importance à la santé et à la sécurité au travail et que « nous suivons la mise en place de ces plans d'action à travers le réseau ». La convention collective prévoit aussi un comité paritaire.

De plus, le cabinet n'a pas accès au sondage complet, « ni aux détails ou aux bases qui leur permettent de conclure que la réforme est la cause des enjeux de santé mentale dans le réseau », a ajouté M<sup>me</sup> White.

Le sondage suggère notamment que 35% des répondants se sont absentés du travail pour cause d'ordre psycholo-

gique dans la dernière année. Par ailleurs, à la question les invitant à dire si la réorganisation du réseau a influé négativement sur leur travail, 58% ont répondu « beaucoup » ou « énormément ».

Au sujet de la détresse psychologique, 41,7% disent en être affectés à un niveau « élevé » alors que 16,9% indiquent l'être à un niveau « très élevé », le cumul de ces deux taux étant trois fois plus élevé que celui de 18% observé sur le marché du travail par l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail.

Le Devoir

QUÉBEC SOLIDAIRE

# Gabriel Nadeau-Dubois fait durer le suspense

PHILIPPE ORFALI

Sollicité de toutes parts pour succéder à Françoise David dans la circonscription de Gouin, Gabriel Nadeau-Dubois confirme qu'il « poursuit sa réflexion ».

Le nom du militant progressiste circule depuis que la cofondatrice de Québec solidaire a évoqué la possibilité de quitter l'arène politique, cet automne. Mais les pressions se sont intensifiées depuis que M<sup>me</sup> David a annoncé qu'elle quittait immédiatement son siège à l'Assemblée nationale, la semaine dernière.

Dans un texte publié par *La Presse canadienne* dimanche et réalisé à partir d'une entrevue accordée au début du mois de janvier, l'ex-leader étudiant se dit prêt à se lancer dans « l'action politique ».

Or, M. Nadeau-Dubois a tenu dimanche après-midi à nuancer les propos qui lui sont attribués. « J'ai dit que l'aventure de Faut qu'on se parle m'avait fait réaliser que je voulais me dédier dans les prochaines années à l'action politique, entendue au sens large », a-t-il écrit dans une lettre ouverte diffusée sur Facebook.

Faut qu'on se parle, un exercice de réflexion collective sur l'avenir du Québec, s'est déroulé tout l'automne. Il a été piloté par M. Nadeau-Dubois et d'autres intellectuels associés à la gauche, dont l'ex-chef d'Option nationale Jean-Martin Aussant, la militante crie Maïté Labrecque-Saganash et l'urgentologue Alain Vadeboncoeur. La campagne se sera promue d'un bout à l'autre du territoire dans l'objectif de dégager



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Plusieurs souhaiteraient voir Gabriel Nadeau-Dubois à QS.

des consensus sur les aspirations et les priorités des Québécois, dans le cadre de simples assemblées de cuisine avec des citoyens ordinaires.

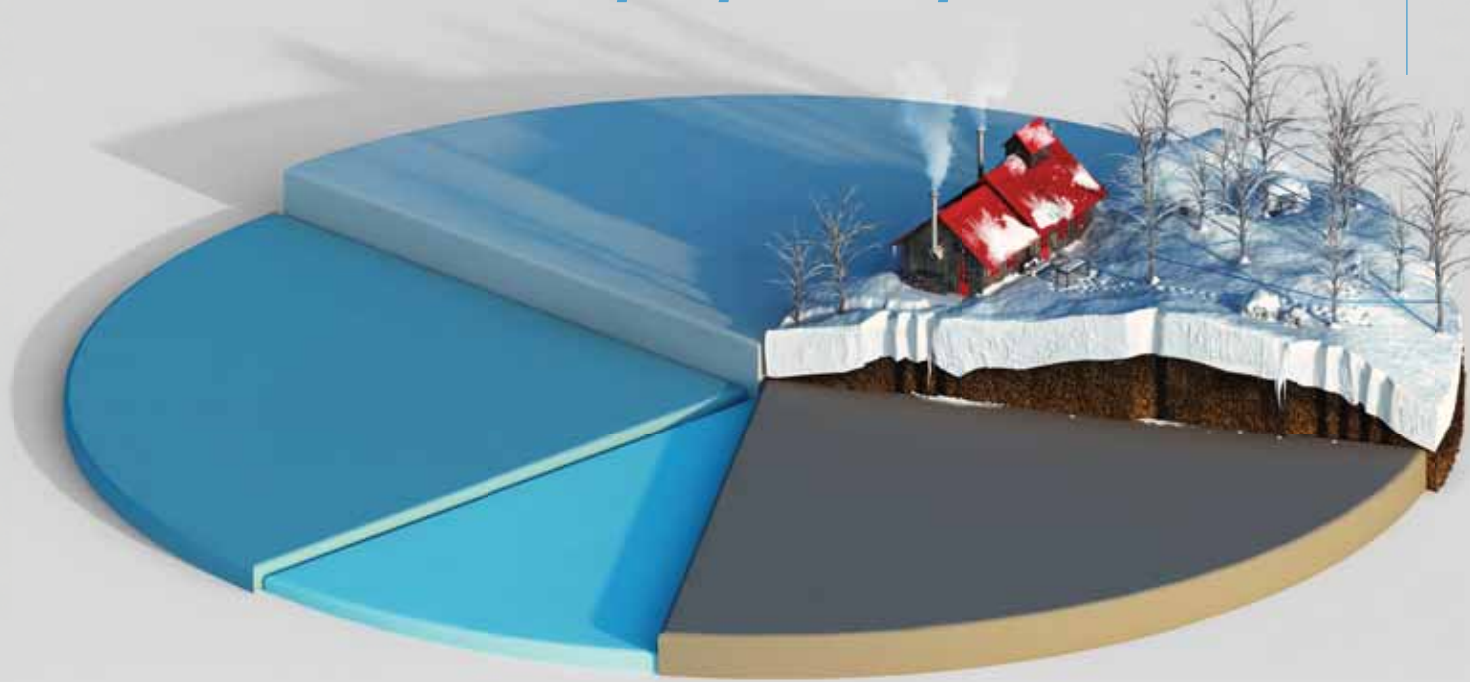
De ces « consensus », le groupe d'intellectuels produira un bilan, sous forme de rapport, qui doit être rendu public à la mi-février. L'ouvrage devrait être publié chez Lux éditeur.

« Tant et aussi longtemps que la dernière page de l'aventure Faut qu'on se parle n'aura pas été tournée, je ne prendrai aucune décision et n'accorderai aucune entrevue sur la question », a ajouté le jeune homme de 26 ans.

« Dans les prochaines semaines, je veux me concentrer pleinement sur la publication du bilan de la tournée. Je crois énormément à cette démarche et à son indépendance politique, et je veux que son déroulement soit à la hauteur. »

Le Devoir

« Faire les sucres chaque printemps »



Placez votre projet d'avenir en lieu sûr avec nos Obligations à taux progressif.

Capital entièrement garanti  
Taux fixés pour 10 ans  
Encaissables annuellement

**BONI DE 1 %**

la première année pour les nouveaux fonds REER investis en obligations\*

\* Le taux du boni peut être modifié sans préavis.

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC



www.epq.gouv.qc.ca

Communiquez avec l'un de nos agents d'investissement au

**1 800 463-5229**

du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

ENSEMBLE on fait avancer le Québec

Épargne Placements Québec